

## Aide urgente approuvée, mais non sans colère

**RENNAZ** Les députés vaudois ont accepté de donner une garantie temporaire de 60 millions de l'Etat de Vaud à l'Hôpital Riviera-Chablais pour les emprunts bancaires contractés par ce dernier.



La confiance des députés vaudois envers les organes dirigeants de l'HRC est désormais «ébréchée», «fortement affectée», «en crise» voire «rompue». keystone

Le Grand Conseil vaudois a accepté mardi la garantie d'emprunt supplémentaire de 60 millions de francs pour l'Hôpital Riviera-Chablais (HRC), en difficulté financière. Mais les députés ont bien fait comprendre que la confiance était pratiquement rompue avec l'HRC.

### Critiques virulentes

Si tous les groupes politiques ont suivi les recommandations de vote positif de la Commission des finances (COFIN) sur ce décret urgent, les critiques et les mots les plus virulents ont fusé avant le vote: «une catastrophe», «un désastre», «un fiasco», «un marasme», «la stupéfaction», «la douche froide», «la consternation», «dysfonctionnements», «incompétence», «faute grave» ou encore «ambiance délétère».

Les parlementaires ont vivement fustigé la gouvernance et le management de l'hôpital ainsi que le dépassement du coût initial de sa construction, de près de +25%. Autre critique: le fait que l'HRC a procédé en début d'année à un emprunt de 20 millions sans garantie dans une banque extérieure au canton, probablement pour le paiement de salaires et de matériel, sans en informer les cantons. Pas illégal en soi, mais très cachottier.

**«Eviter un lockout ou grounding»**

Pour les députés vaudois, la confiance envers les organes dirigeants de l'HRC est désormais «ébréchée», «fortement affectée», «en crise» voire «rompue», selon les différents partis. **Pour les députés vaudois, la confiance envers les organes dirigeants de l'HRC est désormais «ébréchée», «fortement affectée», «en crise» voire «rompue», selon les différents partis.**

Si la plupart ont regretté d'être mis devant le fait accompli, tous ont insisté pour un vote immédiat. «On n'a pas le choix si on veut éviter un lockout ou un grounding» de l'hôpital de l'Est vaudois, a résumé le PLR Marc-Olivier Buffat. Son parti dit envisager la possible création d'une commission d'enquête parlementaire.

Après plus d'une heure et demie de discussions pour le premier débat, les élus ont largement voté en faveur d'un deuxième débat immédiat, qui n'a pas fait l'objet de nouvelles discussions.

Au vote final donc, les députés ont dit oui à l'unanimité à cette garantie temporaire de 60 millions de l'Etat de Vaud à l'hôpital de Rennez pour les emprunts bancaires contractés par ce dernier. Même unanimité pour prolonger au-delà du 30 septembre 2020 la garantie temporaire de 45 millions de francs accordée à l'HRC pour son fonds de roulement.

Si le Grand Conseil avait refusé, l'hôpital aurait fait face à un manque de trésorerie dès la fin du mois de juin et n'aurait plus pu garantir le paiement des salaires et des factures des fournisseurs, avait rappelé auparavant le rapporteur de la COFIN.

## **Deux audits très attendus**

C'est pourquoi les gouvernements vaudois et valaisans souhaitent octroyer une garantie d'emprunt de 80 millions de francs, à charge pour trois quarts du canton de Vaud et pour un quart du Valais. Le Conseil d'Etat valaisan s'est déjà prononcé favorablement sur sa part de 20 millions. Les deux cantons ont aussi ordonné deux audits, très attendus, sur les questions de finance et de gouvernance. Des premiers rapports sont attendus pour le début de l'été.

La situation financière a été qualifiée de «grave et extrêmement préoccupante», par la conseillère d'Etat vaudoise Rebecca Ruiz. Elle a rappelé que l'hôpital devrait boucler l'année 2019 sur un déficit de 17,9 millions de francs, alors que 6 millions étaient prévus.

Les coûts de construction ont également pris l'ascenseur. Estimé à 353 millions en 2012, le coût final global devrait atteindre près de 440 millions de francs. Pour 2020, le HRC a déjà présenté un budget aussi largement déficitaire, à hauteur de 16,9 millions de francs. Un montant qui ne comprend pas l'impact financier du Covid-19. «Un budget alarmant», selon les mots de Mme Ruiz.

Inauguré l'été dernier, le site à Rennez a accueilli en novembre ses premiers patients. Dès ses débuts, il a fait l'objet de critiques, notamment pour des problèmes d'absentéisme, de cohabitation entre nouveaux collègues, de temps d'attente trop longs aux urgences ou d'annulations d'opérations. En mars dernier, la direction avait fini par appeler à la rescousse l'ancien directeur du CHUV, Pierre-François Leyvraz, afin d'examiner l'organisation médicale. ats